

Texte en anglais trouvé sur le site anar britannique Libcom.org (<http://libcom.org/>), dans sa rubrique « History », sous le titre «The Future At Our Backs: Autonomia and Autonomous Social Movements in 1970s Italy ».

La traduction a été réalisée en février 2013 par le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS) de Caen (et d'ailleurs). Le texte a été féminisé.

D'autres traductions subversives sont en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

LE FUTUR DANS NOTRE DOS : L'AUTONOMIE ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX AUTONOMES DANS L'ITALIE DES ANNÉES 1970.

**PAR PATRICK CUNINGHAME
(SCHOOL OF SOCIAL SCIENCE, MIDDLESEX UNIVERSITY)**

Introduction

Le nouveau mouvement social italien du milieu des années 1970, l'Autonomia, aussi connu sous le nom d'Autonomia Operaia (Autonomie Ouvrière) représente un acteur collectif clé dans l'histoire de la contestation européenne et du conflit social de la fin du 20^{ème} siècle. Premièrement, il y a son rôle dans la transformation, hautement conflictuelle et relativement rapide, de l'Italie, passant d'une nation récemment industrialisée à une société post-fordiste, post-industrielle à partir du milieu des années 1970 et au-delà ; un processus qui est encore largement en cours avec l'émergence graduelle d'une Seconde République, au sein du contexte plus large de l'intégration européenne, à partir de l'instabilité politique, des déséquilibres régionaux et des scandales de corruption de la Première République. Deuxièmement, il y a la lumière que l'expérience de l'Autonomie a jeté sur la question de la nature changeante de l'identité collective, de l'organisation politique et de la contestation sociale dans les sociétés capitalistes urbanisées, avancées.

Depuis les années 1960, l'action collective s'est éloignée de manière décisive du fait d'être l'expression du conflit social entre des blocs sociaux supposément homogènes base sur des identités de classes sociales clairement délimitées et idéologisées (le prolétariat et la bourgeoisie du marxisme classique) avec le parti politique comme lieu privilégié d'organisation sociopolitique. À la place, elle s'achemine vers le secteur hétérogène des nouveaux mouvements sociaux ou les sujets décentrés des femmes, des étudiantEs, des travailleurs/euses non-syndiquéEs et souvent précariséEs, de la jeunesse au chômage, des homosexuelLEs, des environnementalistes ou d'autres éléments sociaux et politiques dénommés marginaux, dont les identités et les idéologies paraissent être constamment changeantes et dont la principale forme de contestation a été la campagne sur une question unique, habituellement organisée comme un réseau décentralisé. J'argumenterai que l'Autonomie, alors qu'elle partage beaucoup de ces caractéristiques, fut unique en tant que nouveau mouvement social dans lequel se combinèrent plusieurs campagnes sur des questions uniques (antinucléaire, droits des étudiantEs et des travailleurs/euses, accès aux espaces culturels, antifascisme) sous le parapluie d'un mouvement hétérogène et localiste qui était uni seulement par son identification avec la théorie et la

pratique de l'autonomie par rapport à l'État, aux partis politiques institutionnels et aux syndicats ou toute forme de médiation politique, sociale et culturelle entre les intérêts du capital et ceux des acteurs sociaux qui le composaient. Ou plutôt que les secteurs les plus radicaux de ces mouvements sociaux s'identifiaient les uns les autres et contre l'État à travers la théorie et la pratique de l'autonomie politique.

2. Les théories du nouveau mouvement social et les mouvements sociaux italiens :

En testant ces hypothèses, j'ai l'intention de critiquer l'approche dominante des théoricienNEs du mouvement social envers les nouveaux mouvements sociaux italiens en général et envers l'autonomie en particulier. Sydney Tarrow (1989) adopta une approche principalement quantitative basée sur l'interprétation de données provenant d'un unique « journal de référence » à travers lequel il identifia un cycle de protestation et de conflit social de 1968 à 1973, qui se termina par la désintégration des principales organisation du mouvement social - Potere Operaio (PO/Pouvoir Ouvrier), Lotta Continua (LC/Lutte Continue) and Avanguardia Operaia (AO/Avant-garde Ouvrière) – dans l'institutionnalisation ou la violence politique organisée clandestine comme résultat amené par les diverses stratégies étatiques de répression et de cooptation politique. Une telle dépendance par rapport à une source unique (le journal quotidien national d'orientation libérale *Il Corriere della Sera*), qui était lui-même un acteur dans les conflits sociaux et pas seulement un observateur neutre des événements, l'amène à ignorer ou minimiser l'émergence d'un nouveau cycle de conflit social à la moitié des années 1970 qui culmina avec le « mouvement de 1977 », une rupture pourtant plus radicale et certainement plus violente que celle de 1968.

Alberto Melucci (1977, 1989) voit les nouveaux mouvements sociaux essentiellement comme un phénomène social défensif, cherchant à préserver des manières de vivre et des ensembles de valeurs menacés par les exigences d'un capitalisme revitalisé, avec la culture, le corps et la communication comme arènes principales de contestation. Melucci semble être d'accord avec l'intellectuel du Parti Communiste Italien (PCI), Alberto Asor Rosa, dont la thèse, dans son travail sur le mouvement de 1977, « *Le due società* » (*Les deux sociétés*), déclare que les nouveaux mouvements sociaux de l'« aire de l'Autonomie » représentaient une « marginalisation irréductible » de certains nouveaux groupements sociaux, particulièrement la jeunesse au chômage de la périphérie urbaine. Cependant, un tel point de vue sur les nouveaux mouvements sociaux court le danger de dépolitiser et décontextualiser ce qui était historiquement un profond moment de rupture au sein de la société italienne moderne et de présenter ces mouvements comme substantiellement vide de créativité et d'innovation avec rien de plus que la violence, la criminalité et la déviance devant une réponse d'État systématique. L'approche des « deux sociétés » concorde également avec certains axes du Post-marxisme, comme André Gorz (1989), dans la reconnaissance de la division de la classe ouvrière dans les nations capitalistes avancées entre une « sous-classe » précaire avec peu de droits et pas de garanties et un secteur ayant des garanties mais qui se rétrécit et est encore lié aux syndicats et aux partis sociaux-démocrates (une division qui devint évidente à la moitié des années 1970). Elle échoue à aborder à la fois la nature de la marginalité et l'usage de cette notion pour délégitimer et généralement minimiser la signification des nouveaux mouvements sociaux les plus radicaux.

Robert Lumley (1990), adopte une approche hybride, mêlant études culturelles et sémiotique, basée sur les travaux de Raymond Williams et Umberto Eco, avec de fortes références aux postmodernistes français et aux défenseurs de la « pensée faible » italienne, comme Gianni Vattimo. Utilisant la systématisation de Raymond Williams pour le phénomène culturel, il divise les mouvements sociaux en deux catégories principales : « émergents », comme les mouvements d'étudiantEs et de femmes, et « résiduels », par exemple les mouvements d'ouvrierEs d'usine et les « groupes » marxistes. Finalement sa thèse coïncide avec celle de

Melucci en ce que les nouveaux mouvements sociaux sont des phénomènes culturels plutôt que politiques et c'est dans ce point que résident essentiellement leur « nouveauté » et leur signification.

D'autres chercheurs/euses sur les mouvements sociaux italiens, comme Donatella della Porta (1996) et David Moss (1989), se sont concentréEs, comme Tarrow, sur l'Autonomie comme un phénomène fondamentalement terroriste comparable avec à la fois les structures clandestines italiennes et allemandes comme les Brigades Rouges ou la Fraction Armée Rouge, et ils/elles ont choisi d'ignorer ou de minimiser ces aspects culturels, sociaux et historiques qui ne sont pas directement reliés aux questions de la violence politique, de la déviance ou de la subversion.

3. Hypothèses de travail :

Une des caractéristiques et pratiques centrales des nouveaux mouvements sociaux qui les sépare des sphères des partis politiques institutionnalisés ou d'« avant-garde révolutionnaire » est cette « autonomie ». Cette notion essentiellement éclairante s'appliquait originellement à la souveraineté de l'individu au sein de la collectivité dans la pensée européenne moderne, mais elle a commencé à se référer à une série de pratiques, de besoins et de désirs à la fois collectifs et individuels, caractéristiques des acteurs/rices sociaux/ales au sein des nouveaux mouvements sociaux. Dans son sens collectif, elle signifie le besoin de différents groupes d'acteurs/rices de protéger et d'avancer leurs propres agendas sans être subsuméEs par les demandes d'une collectivité plus large, qu'elle soit la société civile, la classe ouvrière ou même par d'autres mouvements sociaux. Un des praticiens les plus importants de l'autonomie a été le mouvement des femmes, la rencontre de leurs besoins qui ont été historiquement reportés par le « parti révolutionnaire » à après la conquête du pouvoir d'État et à après l'établissement du socialisme, la question du genre étant fermement subordonnée à celle des classes.

Dans son sens politique, et particulièrement dans le contexte italien, l'autonomie signifiait le besoin d'une composition sociale émergente, celle des ouvrierEs d'usine migrantEs du Sud, déqualifiéEs, massifiéEs des années 1960, de former des organisations autogérées, horizontales qui seraient indépendantes des partis sociaux-démocrates et des syndicats liés au pacte social fordiste-keynésien d'après 1945, qui bénéficiait principalement à la classe ouvrière établie, « historique » du Nord. Partant de ce point de rupture, le désir de cet « ouvrier-masse » (comme les intellectuelLEs « opéraistes » associéEs à l'Autonomie définissaient la « composition de classe » de la classe ouvrière industrielle italienne de la fin des années 1960) pour l'autonomie, alimenté également par la pénibilité et la dangerosité perçues du travail d'usine (d'où la pratique largement diffusée du « refus du travail »), se répandit rapidement en dehors des murs d'usines vers ses communautés immédiates et, par la suite, à travers l'intervention des activistes étudiantEs, au terrain social plus large, devenant la pratique centrale des nouveaux mouvements sociaux des années 1970. Les principaux groupes marxistes-léninistes de la Nouvelle Gauche qui émergèrent des révoltes de 1968-69 furent incapables de se confronter à la crise politique et économique grandissante qui suivit la crise pétrolière de 1973. Plus sapés par le succès de la transformation, par cooptation, des assemblées d'ouvrierEs d'usines en comités de déléguéEs d'ateliers où les syndicats furent capables de rétablir graduellement leur hégémonie que par la « stratégie de la tension », la prétendument réponse terroriste de l'État à l'« automne chaud » de 1969, les groupes décidèrent leur auto-dissolution. CertainEs de leurs membres individuelLEs retournèrent dans les rangs de la gauche historique, d'autres prirent le chemin du réformisme radical et aidèrent à former « Democrazia Proletaria » (DP/Démocratie Proletarienne). La plupart se retrouvèrent dans des collectifs autonomes locaux, privéEs d'une structure de coordination nationale et d'une « ligne du parti » mais inversement plus engagés dans les luttes immédiates du « territoire social ». Ce que le journaliste

d'investigation Giorgio Bocca décrivait comme l'« archipel de l'Autonomie » avait commencé à émerger en 1975. Alors que le conflit basé sur l'usine diminuait sous l'impact de la restructuration technologique et tandis que les contestations de quartiers, d'étudiantEs et de la « jeunesse marginalisée » s'intensifiaient à la moitié des années 1970, cette « *autonomia operaia* » (autonomie ouvrière) évolua vers un phénomène plus large d'« autonomie ». Cela signifiait un désir, et une tentative de pratique, d'indépendance à la fois vis à vis de l'économie politique capitaliste et vis à vis de l'État Nation comme lieu ultime du pouvoir politique, qui s'exprimaient principalement à travers des formes souvent illégales d'expropriation, d'autogestion et de « contre-pouvoir ».

Bien que l'accent soit toujours mis sur le collectif, l'autonomie était également vue comme une revendication et une pratique individuelle : la diversité des besoins de l'individu ne pouvait être subordonnée au volontarisme de la discipline de parti ni au mythe romantique gauchiste de l'autosacrifice héroïque. Cette autonomie de l'individu au sein de la collectivité immédiate d'un mouvement social et de la collectivité plus large de la société civile paraissait trouver son expression politique appropriée dans la démocratie directe, participative de l'assemblée et dans le refus de la délégation ou de toute forme de démocratie représentative, institutionnalisée.

4. Principaux thèmes de recherches

Les cinq thèmes ou cadres conceptuels identifiés comme étant clés pour une compréhension de la signification politique, sociale, culturelle, théorique et historique de l'Autonomie et des mouvements sociaux autonomes italiens des années 1970 sont : le travail et son « refus », les modèles d'organisation politique, les contre-cultures et le « refus de la politique », les usages de l'illégalité et de la violence politique et les visions alternatives des sociétés futures.

1) Le travail et son refus :

Le « refus du travail » était une pratique centrale et une conviction des activistes et intellectuels de l'Autonomie. Partant de ses origines parmi les organisations de travailleurs/euses autonomes dans les grandes usines industrielles de l'Italie du Nord à la fin des années 1960, celui-ci se transforma au cours des années 1970 en un refus généralisé de la part de la jeunesse d'entrer à l'usine ou sur un lieu de travail, refus faisant partie de la recherche d'une société alternative basée sur le plaisir et l'expropriation de besoins culturels « secondaires » plus que sur celui de besoins physiques « primaires » (l'influence de « *Theory of Needs* » d'Agnes Heller sur la théorie et la praxis politique autonomes italiennes était évidente). Toutefois, ce refus du travail fut récupéré au sein de l'usine à travers la restructuration post-fordiste qui mena à la réémergence du problème du chômage de masse et intensifia les divisions au sein des classes ouvrières. Au même moment, les mouvements sociaux qui adoptèrent cette pratique se trouvèrent eux-mêmes marginalisés de manière croissante de l'un des lieux centraux d'interaction politique, l'usine à grande échelle, beaucoup de leurs participantEs étant contraintEs à des travaux précaires, dérégulés aux marges apparentes du processus productif. Cependant, certainEs intellectuelLEs autonomes prétendaient qu'en fait un nouveau type d'operaio sociale (ouvrier social) intellectuel avait remplacé l'« ouvrier-masse » manuel des usines et qu'il était à la fois plus central pour les besoins du capitalisme post-fordiste et potentiellement bien plus antagoniste à son projet de restructuration technologique et à son austérité économique. Avec la défaite et la démobilisation des nouveaux mouvements sociaux à la fin des années 1970, une critique commença à émerger au sein de l'Autonomie à propos de ce refus absolu du travail et de sa capacité à être récupéré au sein d'un processus de mécanisation et de flexibilisation sur le lieu de travail, où le savoir des ouvrierEs concernant les « ficelles »

pour économiser du temps était exproprié par le modèle de production d'usine « juste à temps/qualité totale » du toyotisme.

2) Modèles d'organisation politique :

Le concept d'« autonomie » était la clé des divers modèles d'organisation politique au sein de l'Autonomie. Ceux-ci incluaient les collectifs organisés les plus restreints, sur un lieu de travail ou une université, associés avec la tendance de l'Autonomia Operaia Organizzata (Autonomie Ouvrière Organisée) qui tentait de former un réseau national avec d'éventuelles aspirations à devenir un parti politique révolutionnaire sur le modèle de l'avant-garde marxiste-léniniste, capable de défier l'hégémonie politique et culturelle du PCI et des syndicats au sein de la classe ouvrière italienne. Cependant, la tentative de cette tendance pour imposer son modèle organisationnel apparemment dépassé sur le reste du spectre hétérogène du « mouvement de 1977 » rencontra une féroce résistance de la part des structures plus fluides et localisées de ce qui était connu comme l'« autonomie diffuse du social », c'est-à-dire ces mouvements comme celui des femmes, des homosexuelLEs et des activistes des médias alternatifs, qui refusaient effectivement le concept d'organisation politique lui-même et qui étaient souvent caractérisés par un accent mis sur les interventions culturelles. Une autre forme politique survint à la fin du cycle avec l'émergence de la myriade de petits groupes semi clandestins de l'« autonomie armée » qui tentèrent de se différencier eux-mêmes des structures cellulaires paramilitaires clandestines des Brigades Rouges, en combinant des activités d'agitation politique ouvertes avec des « actions armées » clandestines, le plus souvent contres des « choses » (c'est-à-dire du sabotage industriel) que contre des gens. La plupart de ces « groupes armés », toutefois, s'effondrèrent sous le poids de leurs propres contradictions internes, cherchant à faire partie de l'« autonomie du social » alors qu'ils s'engageaient dans une « lutte armée » dont la logique politico-militaire d'opposition frontale face à l'État était étrangère aux expériences et besoins des nouveaux sujets sociaux eux-mêmes. Au milieu de la crise concomitante de l'Autonomie, ils furent rapidement dispersés par l'État ou procédèrent à leur dissolution dans des groupes terroristes plus larges au début des années 1980.

3) Les contre-cultures et le refus de la politique :

C'est peut-être dans ce champ que survient la contribution la plus originale et durable de l'Autonomie à l'action collective italienne. Une large part du mouvement, connue comme l'autonomia creativa (autonomie créative), centrée autour des « stations de radio libres » comme Radio Alice à Bologne, les « indienNEs métropolitainEs » (surnom donnée aux jeunes, pour la plupart étudiantEs ou chômeurs/euses-précaires, liéEs à l'autonomie « diffuse », « créative », « désirante », « transversaliste », actifs/ves dans le mouvement de 1977 – Note du CATS) et une galaxie de collectifs artistiques et de petitEs éditeurs/rices indépendantEs, plaçait l'expérimentation dans les codes linguistiques (ce que Umberto Eco appelait l'« italo-indien ») et la satisfaction immédiate des besoins culturels au centre de leurs actions. Ils/elles ne cherchaient pas seulement l'autonomie par rapport à l'étouffante conformité de la culture « bourgeoise » traditionnelle, mais ils/elles rejetaient également la culture de la Nouvelle Gauche et de l'« autonomie organisée », orientée vers le travail et obsédée par l'organisation, tandis qu'ils/elles cherchaient à créer une politique « post-politique » basée sur l'expérimentation perpétuelle dans le langage politique et l'art et l'expropriation directe des besoins culturels. Cette partie apparemment la plus « marginalisée » du mouvement, de certaines manières comparable au mouvement punk britannique, fut la première à se dissiper avec la recrudescence de la violence et de la répression à la fin des années 1970. Cependant, leur « contre-culture » est celle qui ressemble le plus à celle des « nouveaux sujets sociaux » qui composent les nouveaux mouvements sociaux italiens et européens des années 1980 et 1990.

4) L'illégalité et la violence politique :

L'Autonomie a été représentée dans l'imagination populaire italienne comme un mouvement violent, si ce n'est terroriste. Des formes extrêmes de violence étaient régulièrement utilisées dans les manifestations et l'« antifascisme militant », y compris l'usage d'armes à feu, bien que cela soit lourdement critiqué au sein du mouvement, particulièrement par les femmes et celles et ceux qui souhaitaient démarquer clairement leur philosophie et pratique politique des organisations terroristes. Toutefois, la violence utilisée durant les manifestations était plus symbolique que paramilitaire et le mouvement maintenait généralement une distance vis à vis des organisations terroristes clandestines comme les Brigades Rouges dont il considérait la violence comme « élitiste », contre-productive politiquement et entièrement au sein de la logique de « l'autonomie du politique » telle qu'exposée par les intellectuelLES du PCI dans leur obsession vis à vis du « pouvoir d'État » et leur démission des mouvements sociaux. L'illégalité, cependant, était largement répandue dans toutes les sections du mouvement, impliquant des actes collectifs comme le « shopping prolétarien » (ou shopping gratuit), l'autoriduzione (l'auto-réduction) de toutes les charges sociales possibles, depuis les tickets de bus jusqu'aux additions de restaurants, et les premières occupations de « centres sociaux » (nom donnés aux squats politiques – Note du CATS). Cela était dû partiellement à un rejet traditionnel d'extrême gauche envers la « loi et l'ordre capitalistes bourgeois » et le « monopole de la violence » par l'État, partiellement comme un défi au « légalisme » et au néo-parlementarisme de la plupart de la Nouvelle Gauche et surtout à une croyance diffuse dans le droit de satisfaire les besoins humains physiques et culturels de manière autonome par rapport au travail salarié et à l'économie capitaliste.

5) Visions alternatives des sociétés futures :

L'Autonomie était accusée à la fois par la Nouvelle Gauche et par la Gauche Historique d'être à la fois « anti-communiste » et « nihiliste », trouvant dans le PCI son « ennemi absolu » sans un programme politique ou une vision de la future société post-capitaliste envers laquelle elle était préparée à faire campagne politiquement dans le long terme aussi bien qu'à se révolter dans le court terme. La notion marxiste-léniniste historique de révolution comme putsch ou « prise du pouvoir » était rejetée pour la même raison que la « voie parlementaire vers le socialisme » du PCI, en ceci que le « pouvoir » lui-même et son éminence physique, l'État Nation démocratique centralisé était vu comme indésirable et inutile pour la transcendance révolutionnaire du capitalisme et la construction d'une société post-capitaliste ou « communiste ». Pour la même raison, aucun des modèles révolutionnaires socialistes comme le Cuba du Che et de Fidel, la Chine de Mao et le Vietnam d'Ho Chi Minh, qui avaient inspiré les révoltes étudiantes et ouvrières de 1968, sans parler du fonctionnalisme sinistre du socialisme réel Est-européen, n'étaient désirés. Ce n'était pas non plus un rejet idéologique, anarchiste de l'État *tout court* (en français dans le texte – Note du CATS) considéré comme suffisant. Au lieu de cela, une idéologie hautement éclectique, basée surtout sur le situationnisme français et le post-structuralisme aussi bien que sur l'opéraïsme italien et le marxisme autonome, envisageait l'émergence graduelle, du bas vers le haut, d'un réseau d'espaces autonomes, libérés des lois capitalistes de la valeur, incluant des usines, des écoles, des facultés d'universités, des hôpitaux, des centres sociaux squattés, des quartiers et, un jour, des communautés entières, dans lesquels les différences d'identité au sein de la classe ouvrière seraient valorisées contre toute fausse notion d'unité imposée par en haut. Cela aurait amené à la création organique d'une société post-capitaliste pluraliste et directement démocratique. Bien que le projet politique de l'Autonomie ne soit jamais allé au delà de sa phase initiale, il demeura suffisamment attractif et apparemment pertinent pour les besoins perçus de la plupart de la jeunesse radicalisée d'Europe occidentale, comparé à d'autres alternatives politiques comme la sociale-démocratie, le trotskisme ou l'anarchisme traditionnel, pour influencer les divers mouvements sociaux de squatteurs/euses

et d'écologistes radicaux/ales des années 1980 et le surgissement du mouvement des centri sociali (centres sociaux squattés) des années 1990 en Italie.

5. Conclusion

Alors que des mouvements sociaux urbains similaires ont existé dans toutes les sociétés capitalistes avancées urbaines, l'Autonomie, dans ses diverses articulations spatiales et discursives, peut être considérée comme représentant une des ruptures les plus massifiées et radicale à la fois entre la Gauche Historique des partis politiques hiérarchiques (aussi bien réformistes que révolutionnaires) et des syndicats et la « Nouvelle Gauche » extra parlementaire, organisée horizontalement, les nouveaux mouvements sociaux et les organisations du mouvement social. Elle incarne le conflit entre les pratiques libertaires et les besoins d'une nouvelle génération d'acteurs/rices sociaux/ales et le regroupement conduit par l'État et les partis politiques de droite, de gauche et du centre vers l'austérité, la réimposition de la discipline dans le travail et la paix sociale, dans une tentative de résoudre les crises économique et politique profondément ancrées desquelles les « nouvelles générations » se sentaient elles-mêmes totalement détachées. Ainsi, ma principale hypothèse de travail est que les groupes et collectifs vaguement interconnectés connus comme l'Autonomie en Italie dans les années 1970 représentaient, à cette époque, une nouvelle forme de politique « post-politique » qui problématisait une série de relations sociales impliquant l'État, les partis politiques, les nouveaux mouvements sociaux et les besoins, désirs, discours et pratiques des nouveaux sujets sociaux. Pris dans un no man's land diminuant rapidement entre le terrorisme des Brigades Rouges et les mesures répressives draconiennes qui désignèrent celles et ceux à la gauche du PCI comme des « fiancheggiatori » (compagnons/nes de route des terroristes), le projet d'autonomie tenté par des secteurs significatifs de la classe ouvrière post-industrielle fut balayé à la fin des années 1970. La plupart des « nouveaux sujets sociaux » s'étaient déjà pour la plupart tournés vers les nouvelles formes d'individualisme et de consumérisme qui devinrent ancrés dans les années 1980, sans parler la pire épidémie d'héroïne en Europe occidentale. Toutefois, l'autonomie, à la fois comme praxis individuelle et collective, est demeurée la caractéristique prédominante des nouveaux mouvements sociaux de la gauche radicale des années 1980 et 1990, depuis les « ecowarriors » d'Europe aux peuples indigènes zapatistes du Chiapas au Mexique. Le marxisme autonome peut être l'une des rares idéologies gauchistes à non seulement avoir survécu à la chute du mur de Berlin mais à avoir été renforcée et justifiée par l'effondrement du « socialisme réel » et la chute du marxisme orthodoxe.

5. Bibliographie choisie

Adam, B.D. (1993) Post-Marxism and the New Social Movements, in *Revue Canadienne de Sociologie et d'Anthropologie / The Canadian Review of Sociology & Anthropology*, Vol. 30, N° 3: 316-336.

A.Asor Rosa: *Le Due Societa*, Turin, 1977.

Balestrini, N. (1987) *Gli Invisibili*. Milan: Bompiani.

N.Balestrini & P.Moroni: *L'Orda D'Oro: 1968-1977*, Milan, 1988 & 1997.

Bocca, G. (1980) *Il caso 7 aprile: Toni Negri e la grande inquisizione*. Milan.

S.Bologna: *La Tribu delle Talpe*, Milan, 1978.

Buechler, S.M. (1995) New Social Movement Theories, *The Sociological Quarterly* 36, 3: 441-464.

- Castells, M. (1997) *The Information Age: Economy, Society and Culture - The Power of Identity* (Vol.II). Oxford:Blackwell.
- Catanzaro, R. (ed.) (1990) *Ideologie, movimenti, terrorismi*. Bologne: Il Mulino.
- Cleaver, H. (1979) *Reading Capital Politically*. Brighton: The Harvester Press.
- della Porta, D. (1992) Life Histories in the Analysis of Social Movement Activists, pp. 168-193 in Diani, M. & R. Eyerman (eds.), *Studying Collective Action*. Londres: Sage.
- _____ (1995) *Social movements, political violence & the state: a comparative analysis of Italy & Germany*. Cambridge: Cambridge University Press.
- M.Foucault: *Discipline and Punish*, New York, 1979.
- P.Ginsborg: *A History of Contemporary Italy - Society and Politics 1943-1988*, Londres, 1990.
- A.Gorz: *Adieux au prolétariat : un essai sur le socialisme post-industriel*, Paris, 1980.
- Grispigni, M. (1997) *Il Settantesette*. Milan: Il Saggiatore.
- Habermas, J. (1981) *New Social Movements*, Telos 49: 33-7.
- Hunt, L. (1984) Charles Tilly, Collective Action, in Skocpol, T. (ed.) *Vision and Method in Historical Sociology*.
- Lange, P. and Tarrow, S. (eds.) (1980) *Italy in Transition*. Londres: Frank Cass & Co. Ltd.
- R.Lumley: *States of Emergency - Cultures of Revolt in Italy 1968-1978*, Londres, 1990.
- May, T. (1997) *Social Research: Issues, Methods and Process*. Buckingham: Open University Press.
- Melucci, A. (1977) *Sistema Politico, Partiti e Movimenti Sociali*. Milan: Feltrinelli.
- _____ (1989) *Nomads of the Present: Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*. Édité par Keane, J. & Mier, P. Philadelphia, PA: Temple University Press.
- Montaldi, D. (1971) *Militanti politici di base*. Turin: Einaudi.
- Negri, A. (1979) *Dalle Operaio Massa alle Operaio Sociale: Intervista sulle Operaismo*. Milan: Multipla Edizioni.
- _____ (1988) *Revolution Retrieved: Selected Writings 1967-83*. Londres: Red Notes.
- Garzanti.Papadakis, E. (1989) Interventions in New Social Movements, in Gubrium, J.F. & Silverman, D. (eds.) *The Politics of Field Research: Sociology Beyond Enlightenment*. Londres: Sage.
- Passerini, L. (ed.) (1978) *Storia orale. Vita quotidiana e cultura materiale delle classi subalterni*. Turin: Rosenberg et Sellier.
- Silverman, D. (1993) *Interpreting Qualitative Data*. Londres: Sage.

Tarrow, S. (1989) *Democracy and Disorder: Protest And Politics In Italy, 1965-75*. Oxford: Clarendon Press.

Tilly, C. (1978) *From Mobilization to Revolution*. Englewood Cliffs, NJ: Prentice-Hall.

Touraine, A. (1981) *The Voice and the Eye: An Analysis of Social Movements*. New York:Cambridge University Press.

_____ (1988) *The Return of the Actor: Social Theory in Post-Industrial Society*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Divers auteurs (1997) *Una Sparatoria Tranquilla: Per Una Storia Orale del 77*. Rome: Odradek.

P.Virno & M.Hardt: *Radical Thought in Italy - A Potential Politics*, Minnesota, 1996.